

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Paul-Krugman-La-realite-n-a-jamais-ete-a-la-hauteur-du-reve-americaain>

Paul Krugman : "La réalité n'a jamais été à la hauteur du rêve américain"

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : lundi 20 octobre 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Paul Krugman](#), professeur d'économie à l'université de Princeton et éditorialiste au journal New York Times, vient de recevoir le prix Nobel de l'économie 2008. Dans cet entretien paru dans le numéro d'octobre d'*Alternatives Economiques*, il analyse la situation sociale étasunienne.

Par Christian Chavagneux

[Alternatives Economiques](#) - n°273 - Octobre 2008

[Leer español](#)

Les Etats-Unis viennent de connaître un cycle d'expansion économique important et pourtant les inégalités et la pauvreté s'accroissent. Comment l'expliquez-vous ?

Cela tient en grande partie à un changement des rapports de force politiques. La masse des salariés a beaucoup perdu de pouvoir de négociation et comme je l'explique dans mon dernier livre [1], les conditions politiques ont une influence essentielle sur la répartition du revenu.

Quel a été le rôle des politiques suivies par le gouvernement Bush ?

Bush a fait deux choses. Il a modifié le système fiscal dans un sens très régressif, avec de fortes baisses d'impôts sur les revenus les plus élevés, les dividendes et les gains en capital. Ce qui profite aux plus riches et a également réduit les fonds disponibles pour les politiques publiques d'aide aux plus démunis. On peut estimer que 35 % à 40 % des baisses d'impôts de Bush ont servi les revenus des personnes gagnant plus de 300 000 dollars par an [1], ce qui représente une redistribution importante en faveur de ceux qui sont pourtant le plus à même de payer des impôts. Le gouvernement Bush a par ailleurs accéléré la perte de pouvoir de négociation des salariés en réduisant fortement la possibilité de toute forme d'organisation syndicale.

Quel est le rôle de la mondialisation dans la montée des inégalités ?

Elle devrait en principe y contribuer, mais alors que les forces de la mondialisation affectent tous les pays développés de la même façon, la répartition des revenus est différente selon les pays. Les Etats-Unis font partie de ceux dans lesquels les inégalités se sont beaucoup accrues. C'est moins vrai au Canada, qui est pourtant aussi ouvert que nous, et c'est moins vrai en Europe continentale. Les inégalités ont beaucoup progressé au Royaume-Uni, mais cela s'est produit essentiellement durant les années Thatcher. Les conditions politiques nationales l'emportent donc sur la mondialisation, et c'est aux Etats-Unis qu'elles ont créé une progression massive des inégalités.

Les Américains peuvent-ils compter sur une forte mobilité sociale pour combattre les inégalités ?

Non. Il y a des individus qui arrivent à grimper l'échelle sociale, mais pas autant que nous nous plaisons à l'imaginer. Les histoires de personnes sorties de la pauvreté et devenues riches sont très très rares. Il n'y a que 3 % des gens issus des 20 % les plus pauvres qui finissent leur vie parmi les 20 % les plus riches. Les Etats-Unis semblent même, dans la mesure où l'on peut mesurer ces choses, afficher le plus faible degré de mobilité sociale parmi les pays avancés.

Le « rêve américain » est donc mort ?

Non. De toute façon, la réalité n'a jamais été à la hauteur de ce que le rêve américain laissait espérer. Mais nous commençons à nous réveiller !

Quelles politiques devraient être suivies pour lutter contre cette situation sociale dégradée ?

Il faut d'abord mettre en place un système d'assurance maladie couvrant toute la population. Tous les autres pays avancés en ont un. Et l'absence de couverture sociale représente l'une des premières causes des inégalités et de la perte de mobilité sociale. Ensuite, il faut mettre en place un meilleur système éducatif, ce qui passe par des réformes, mais réclame également de nouvelles dépenses. Enfin, il faut accroître le pouvoir de négociation des salariés, en facilitant la formation de syndicats. Le déclin du mouvement syndical n'est pas le fait d'une tendance irrésistible de long terme : près de la moitié de la perte de pouvoir des syndicats a eu lieu pendant l'ère Reagan.

Tout ceci permettrait d'accroître le nombre d'emplois et les revenus à destination de la classe moyenne. On pourrait faire une longue liste de mesures, mais je pense que mettre en place une couverture santé universelle, qui est quelque chose que l'on sait faire, est une priorité et représenterait un grand pas en avant.

Comment financez-vous tout cela ?

Ce n'est pas aussi coûteux que ce que l'on pense généralement. Nous sommes actuellement dans un système un peu particulier : nous disons ne pas croire à une couverture médicale publique, mais toutes les personnes de plus de 65 ans reçoivent une assistance financière publique, ainsi que les plus démunis. Si l'on fait le total des aides disponibles, plus de la moitié de la couverture santé est déjà assurée par l'Etat. Les personnes non assurées aujourd'hui sont des jeunes ou des jeunes familles dont la faible qualité des emplois et leurs revenus insuffisants ne leur permettent pas de bénéficier d'une assurance privée. Ces personnes ne coûtent pas cher en termes de couverture santé. S'assurer une visite médicale régulière, un suivi des dents, etc., n'est pas très onéreux. Au total, cela coûterait moins de 1 % du produit intérieur brut (PIB).

Vous appelez dans votre livre à une nouvelle politique fiscale...

Sur le plan général, nous avons besoin de plus de recettes. Il faut supprimer les baisses d'impôts mises en oeuvre par Bush car nous savons qu'elles sont inutiles. Nous avons une économie très prospère sous Clinton avec un taux d'imposition sur les plus hauts revenus de 39,6 %, et une économie moins prospère sous Bush malgré un taux de 35 %. Il n'y a aucun argument rationnel pour poursuivre dans la même voie. Par ailleurs, il n'y a aucune raison d'accepter les paradis fiscaux et les détournements qu'ils permettent. Enfin, il y a de la marge pour augmenter les prélèvements fiscaux sur les plus riches. Le but n'est pas de punir les gens riches, il consiste seulement à leur faire payer leur part du financement des politiques dont le reste de la population a besoin.

En dépit de cette situation sociale morose, les Etats-Unis restent la première puissance économique mondiale. Comment l'expliquez-vous ?

Les Etats-Unis restent un endroit privilégié pour ceux qui sont dans les 5 % les plus riches. Les revenus des dirigeants sont élevés. C'est une société ouverte. Nous traitons très bien nos élites. En tant qu'universitaire, j'ai toujours été frappé de l'ouverture et de la compétitivité du monde intellectuel américain par rapport à celui relativement plus fermé en Europe, même si cela s'est amélioré. Mais nous vivons aussi sur nos lauriers. Les Etats-Unis ont été de loin les premiers à s'adapter aux nouvelles technologies. Ce n'est plus vrai. Nous accusons maintenant un certain retard par rapport à d'autres pays. Une bonne partie de la force économique actuelle des Etats-Unis n'est plus que l'écho de l'avance que nous avons dans les années 90.

Post-scriptum :

Nota :

[1] "L'Amérique que nous voulons
Ed. Flammarion, 2008.